



Dans une sortie hier 30 décembre sur sa page facekook, Sam Severin Ango, avec la même virulence dont on connaît met à nu les 36ans de mauvaise gouvernance du renouveau

L'ancien porte parole de Franklin Ndifor et Akere Muna lors du scrutin présidentiel du 07 octobre 2018 profite de sa tribune pour glisser quelques mots, très peu élogieux au PDG (sans le citer nommément) du groupe de presse L'Anecdote, Jean Pierre Amougou Belinga, qui a été au cœur d'une actualité ces derniers jours .« Une république bananière où un autre gros voyou, imposteur, manipulateur, à la tête d'un groupe de presse d'amateurs, refuse de se plier aux sanctions d'un organe étatique. Le Cameroun est dans la rue, vivement que les vrais patriotes se lèvent », écrit l'ancien journaliste et animateur d'Equinoxe Tv et radio

Lire ci-dessous l'intégralité de la publication de Sam Severin Ango

Une correspondance en circulation, authentifiée et non encore démentie, finit de nous convaincre que le Cameroun patauge, dans la gadoue, et si rien n'est fait, le bateau, à la manière du Titanic, en plein naufrage, va sombrer mais seulement il ne coulera qu'avec son principal équipage, constitué essentiellement désormais des bandits qui infestent les lambris de cette république carrément galvaudée par l'action de ces voyous.

Ainsi donc, tout est coincé depuis la farce du 6 novembre dernier parce que les cerveaux de la mafia font leurs dernières petites affaires sur le dos du vieux Paul Biya, non sans se ramollir des derniers hauts faits macabres perpétrés sur le terrain de l'épisode foireux de la coupe de 2019. Ils persistent sans vergogne, dans l'ignominie, et installent définitivement notre pays au rang des nations indignes, qui peinent finalement à former une simple équipe gouvernementale.

Le Sgpr est donc celui qui alerte les hautes personnalités de cette administration corrompue, jugées susceptibles d'entrer dans les rangs. On apprend ainsi de sa note confidentielle adressée à dame Mbarga Marie Catherine, Inspecteur des services fiscaux au Minfi, que la présidence de la république dispose à cet effet d'un observatoire des ressources humaines, qui identifie les ministrables.

Et, bien plus curieux, l'enquête de moralité est menée par la Dgre, sous la supervision de Maxime Eko Eko, et par la suite, les CV sont transmis au DCC Mvondo Ayolo, qui achemine. Finalement, comment devient-on membre du gouvernement ici? Sans doute pas sur proposition du premier ministre comme l'indique la constitution.

F Ngoh Ngoh dans sa lettre empreinte de roublardise, nous amène plutôt à parler de banditisme d'État, vu qu'il précise lui-même que le gouvernement est mis en place suivant cette prescription et comment comprendre toutes ces autres interférences du haut de la présidence si ce n'est un réel fait de trafic d'influence.

On rappellera ici que la république désormais est en outre sous le contrôle de dame Biya qui selon toute vraisemblance y a toujours exercé son droit en termes de propositions.

Voilà donc le malheur du Cameroun, un pays pris en otage par un groupe dangereux qui ne se fatigue pas d'amasser des richesses sur le dos du petit peuple, organisant des séances de vaudou autour du prochain remaniement.

Une république de cons, qui ne méritent pas le respect, une république bananière où un autre gros voyou, imposteur, manipulateur, à la tête d'un groupe de presse d'amateurs, refuse de se plier aux sanctions d'un organe étatique. Le Cameroun est dans la rue, vivement que les vrais patriotes se lèvent